



FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Février / February 2015

English version below

Les Émergents et les pays en développement ont tout à gagner de la libéralisation des biens environnementaux

Le quatrième cycle de négociations pour un accord sur le commerce des biens environnementaux (EGA) vient de se terminer. Il a réuni 14 membres de l'OMC, dont l'Union européenne, les Etats-Unis et la Chine. Ces pays représentent 86% du marché mondial annuel des produits verts.

La première phase des négociations vise à éliminer les barrières tarifaires sur un large éventail de biens environnementaux. Ces négociations ont démarré en juillet 2014, sous l'impulsion de l'APEC. La seconde phase pourrait porter sur les obstacles non tarifaires et la libéralisation des services environnementaux.

Selon Mariana Vijil, économiste, spécialiste des questions liées au commerce à la direction générale du Trésor et chercheur associé à la Ferdi, les pays développés et en développement ont tout intérêt à la libéralisation des échanges : un meilleur accès aux biens, services et technologies vertes leur permettra de réduire plus aisément leur empreinte climatique. En raison de leurs droits de douane et pics tarifaires élevés, la Chine et la Corée du Sud devront fournir les plus gros efforts. Mais c'est sans compter l'émergence d'une industrie verte locale, qui voit la Chine notamment devenir un sérieux concurrent à l'export de produits environnementaux. Pour les membres d'EGA, libéraliser le commerce des produits verts pourrait rapporter 11 milliards de dollars.

Interview de Mariana Vijil



Mariana Vijil est économiste, spécialiste des questions liées au commerce à la direction générale du Trésor, au ministère de l'Economie et des Finances français. Elle est également chercheur associé à la Ferdi.

Les propos recueillis ici n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas la position de la DG Trésor.

Depuis six mois, l'Union européenne, les Etats-Unis et 12 autres membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont la Chine, négocient un accord plurilatéral pour libéraliser le commerce des biens environnementaux. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Mariana Vijil : La question de la libéralisation des échanges de biens et services environnementaux, négociée dans le cadre de l'OMC à Doha, a traîné de longues années en raison de la difficulté à identifier ce qu'est un bien environnemental. En janvier 2014, le sujet est revenu sur la table après que 14 membres de l'OMC se soient mis d'accord pour lancer une initiative sur les biens environnementaux, appelée « Environmental Goods Agreement » (EGA), avec l'objectif de s'accorder sur une réduction, voire une élimination des droits de douane et d'étendre éventuellement par la suite l'initiative aux échanges de services et aux barrières non-tarifaires.

Les négociations prennent comme point de départ une liste de 54 biens environnementaux déterminée en 2012 par les pays membres de la Coopération économique pour l'Asie Pacifique (APEC), en cherchant à l'élargir considérablement. L'APEC a joué un rôle moteur. C'est la première fois qu'un groupe de pays est parvenu à se mettre d'accord sur une liste de biens environnementaux et sur un objectif, celui de réduire leurs tarifs jusqu'à 5% au moins d'ici 2015. Ce que l'OMC n'avait pas réussi à faire pendant dix ans.

[Lire la suite de l'interview](#)

Emerging and developing countries have everything to gain from liberalising trade in environmental goods

The fourth round of negotiations on an Environmental Goods Agreement (EGA) has just come to an end. It brought together 14 members of the WTO, including the European Union, the United States and China, which together represent 86% of the annual global market in green products.

The first phase of the negotiations aims to eliminate tariff barriers on a wide range of environmental goods. The negotiations began in July 2014, at the instigation of APEC. The second phase could address non-tariff barriers and the liberalisation of environmental services.

According to Mariana Vijil, an economist, specialist in trade-related issues at the French Treasury and an associate researcher at Ferdi, both developed and developing countries have every interest in trade liberalisation, insofar as better access to green goods, services and technologies will help them to reduce their climate footprint more easily. China and South Korea will need to make the most significant efforts because of their high customs duties and tariff peaks. But that is without taking into account the emergence of a local green industry, with China in particular becoming a serious competitor in exports of environmental products. For EGA members, liberalising trade in green products could bring in \$11 billion.

Interview with Mariana Vijil



Mariana Vijil is an economist and specialist in trade-related issues at the French Treasury, within the Ministry for the Economy and Finance. She is also an associate researcher at Ferdi.

The views expressed here are those of the author only and do not reflect those of the French Treasury.

For the last six months, the European Union, the United States and 12 other members of the World Trade Organization (WTO), including China, have been negotiating a multilateral agreement to liberalise trade in environmental goods. What has been achieved so far?

Mariana Vijil: The question of liberalising trade in environmental goods and services, which formed part of the Doha round of WTO negotiations, has dragged on for years because of the difficulty in identifying what constitutes an environmental good. The subject came back to the table in January 2014, after 14 members of the WTO agreed to launch an initiative on environmental goods called the “Environmental Goods Agreement” (EGA), with the aim of reaching an agreement on reducing or even eliminating customs duties, and potentially then extending the initiative to services and non-tariff barriers.

The starting point for the negotiations was a list of 54 environmental goods determined in 2012 by APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), with the aim of broadening it considerably. APEC has been a driving force. It is the first time a group of countries has managed to reach agreement on a list of environmental goods and a target, namely reducing their tariffs to 5% or less by 2015 – something the WTO was not able to achieve in ten years.

[Read the interview](#)

[Se désabonner / Unsubscribe](#)

Contact:

Email : contact@ferdi.fr | Tél : +33 (0)4 73 17 75 30

Adresse : Ferdi | 63, boulevard François-Mitterrand | 63000 Clermont-Ferrand – France

Copyright Ferdi, 2013